

SAINT-JEAN-DE-LOSNE

Des élus apprennent les techniques de négociation du GIGN

Vendredi soir, une quinzaine d'élus ont rencontré des négociateurs de la gendarmerie dont un membre du GIGN. L'occasion de leur prodiguer quelques conseils s'ils sont témoins de scènes de tension. Un phénomène en hausse.

Des maires face à des scènes de tensions ? Cela a toujours existé, mais le phénomène s'est amplifié ces dernières années. « On a beaucoup de remontées d'élus », a rapporté Ludovic Rochette, président de l'Association des maires de la Côte-d'Or (*). « Il y a des moments de tensions entre habitants, mais aussi envers des élus. Rappelons l'agression de la maire de Bagnot dont le jugement a eu lieu cet hiver ou encore celle du maire d'Ouges en mai dernier. Il y a eu aussi le décès du maire de Signes dans le Var en 2019. »

Du coup, une formation à laquelle s'est inscrite une quinzaine d'élus s'est tenu vendredi soir à Saint-Jean-de-Losne. Une formation fermée à la presse et qui a été assurée par un membre du GIGN dont on ne donnera que le

70

Comme le nombre d'élus de Côte-d'Or ayant suivi cette formation dont la réunion de Saint-Jean-de-Losne était la quatrième organisée par l'AMF21 et la gendarmerie. D'autres devraient être organisées à l'avenir.

prénom : Nicolas. « On leur apporte des techniques permettant d'apaiser des conflits, par la voix, le geste et la parole », a expliqué ce dernier.

Donner des clés de communication

« On donne aux élus les clés de communication, comme savoir s'adapter à la personne en face pour gérer le conflit », a ajouté l'adjudant Thomas, négociateur à la gendarmerie au niveau régional. « On essaye d'apporter des réponses aux élus qui ne sont pas toujours préparés à ce genre de situation. On emploie les mêmes techniques dans des situations plus graves. »



Nicolas, membre du GIGN, au côté de Ludovic Rochette, président de l'AMF21. Photo LBP/C. B.

« Cela peut arriver à n'importe quel endroit et n'importe quand », a précisé colonel Laurent Thiry, commandant en second de la gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté et du groupement de gendarmerie de Côte-d'Or. « Cela a toujours existé, mais il peut y avoir aussi le rapport à l'autorité qui à changer. Cela per-

met aux élus d'avoir des outils pour déconnecter le conflit et appeler la gendarmerie en cas de besoin. »

« Cette formation est très intéressante car ce sont des conseils très pratiques, des mises en situation. C'est une formation qui est aussi utile pour un jeune maire ou un beaucoup plus expérimenté », a conclu Ludovic Rochette.

« C'est une initiative nationale prise conjointement entre l'Association des maires de France (AMF) et la gendarmerie nationale. Chaque association départementale peut la décliner localement. »

Cyril BIGNAULT

MAIRES, ILS DONNENT LEUR RESSENTI

« A travailler pendant le mandat »

Nicolas Bourny, maire de Magny-sur-Tille

« C'est une formation qui devrait être généralisée. C'est très utile. J'ai été confronté à des moments de tensions encore, un habitant m'a appelé car

il était à bout. Mais, une ou deux fois aussi, j'ai été également confronté à de la tension en tant que maire. Mais, je n'avais peut-être pas non plus le bon comportement. Il faut avoir l'humilité de dire que quand on se présente comme maire, on n'est pas le plus grand négociateur. C'est à travailler pendant le mandat. »



Nicolas Bourny, maire de Magny-sur-Tille. Photo LBP/C. B.

« Apprendre à rester calme »

Claudine Labouëbe, maire de Saint-Seine-en-Bâche

« C'est une formation très intéressante. Il faut aussi apprendre à ne pas se mettre en colère et écouter la personne. Les habitants viennent souvent nous voir s'ils ont des tensions avec d'autres. Les gens viennent souvent se



Claudine Labouëbe, maire de Saint-Seine-en-Bâche. Photo LBP/C. B.

plaindre directement auprès du maire. Un monsieur m'a envoyé un mail récemment pour des problèmes de chiens ou de bruit le dimanche. Je n'ai pas encore vécu de scène de tension envers moi. Ce sont plutôt sur les réseaux sociaux que je trouve des problèmes. Des gens critiquent tout ce

que l'on fait. C'est désagréable, mais je ne réponds pas. »

« Anticiper les réactions »

Marie-Line Duparc, maire de Saint-Jean-de-Losne

« Cette formation est très bien. Ce sont des moments d'échanges. Cela permet à des élus, confrontés à des situations compliquées, de ne pas se mettre en danger, à anticiper les réactions. Récemment, j'ai été confrontée à de la violence. Je voulais aider une personne en difficultés dans la rue et quand je lui ai dit que j'étais le maire, il s'est jeté sur moi. J'ai pu esquiver les coups et il a été interpellé rapidement par les gendarmes avec qui j'étais en contact au téléphone. Les rassemblements

de jeunes sont aussi très compliqués à gérer. On a souvent affaire à des gens excédés et on a toujours peur que ça dérape. Il faut de l'écoute, du dialogue. Des fois, ça marche et d'autres fois non. Quand tu n'arrives plus à dialoguer, il y a la gendarmerie. Je fais appel à elle si je sens que c'est trop compliqué. »



Marie-Line Duparc, maire de Saint-Jean-de-Losne. Photo LBP/C. B.

RIVES DE SAÔNE

Services numériques : vers un changement de prestataire

Lors du dernier conseil communautaire du 22 septembre, les élus ont pris, à l'unanimité, la décision de se retirer de « Territoires numériques », une offre de services numériques portée par un groupement d'intérêt public (GIP). L'intercommunalité s'acquittait de 15 817 € d'adhésion dont 2 000 € annuels pour bénéficier des services de ce GIP. Actuellement, la communauté de communes travaille sur la refonte de son site Internet avec un prestataire retenu dans le cadre d'un marché public. À compter du 1^{er} janvier 2022, la prestation « site Internet » ne sera plus utilisée par la collectivité. « Une étude de marché conduite par le service financier de la collectivité a démontré que le recours à des prestations concurrentes, équivalentes techniquement, pouvait permettre de réaliser une économie annuelle de plus de 10 000 € », précise la délibération. Les élus ont ainsi acté le retrait de la communauté de communes Rives de Saône au 31 décembre 2021.

SEURRE

Une subvention pour ASPromo

Lors du dernier conseil municipal, qui s'est déroulé mi-septembre, les élus ont accordé une subvention exceptionnelle de 1 800 € à l'association pour la promotion du motonautisme, AS Promo. Si le Grand prix motonautique se tient désormais une année sur deux à Seurre en alternance avec Chalon-sur-Saône, l'association avait fait venir un champion de jet-ski acrobatique qui avait fait des démonstrations lors de l'inauguration des quais du Nord seurreois, samedi 28 août.



Photo LBP/Pierre TURC